



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 332 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le Québec reconnaît, en vertu de la Loi sur l'instruction publique et de la Charte des droits et libertés de la personne, le droit de chaque élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage à recevoir des services éducatifs adaptés à ses besoins et à ses capacités;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs familles constatent que les recommandations formulées à la suite d'évaluations par des professionnels de la santé, notamment les rapports neuropsychologiques, sont trop souvent ignorées ou contredites par les directions d'école;

CONSIDÉRANT QUE les directions d'établissement exercent souvent un pouvoir discrétionnaire qui retarde ou empêche la mise en œuvre des mesures d'adaptation prescrites, limitant ainsi l'accès des enfants aux services auxquels ils ont droit;

CONSIDÉRANT QUE cette situation compromet l'égalité des chances, porte atteinte au droit à l'éducation et crée des iniquités entre les familles, désavantageant celles qui n'ont pas les moyens de compenser par des services privés;

CONSIDÉRANT QUE le refus ou le retard d'application des recommandations professionnelles cause un préjudice grave au développement scolaire, psychologique et social des élèves concernés, entraînant des retards d'apprentissage et une perte d'estime de soi;

CONSIDÉRANT QUE la reconnaissance d'un diagnostic professionnel devrait automatiquement entraîner la mise en place des mesures d'aide nécessaires, sans dépendre de critères administratifs arbitraires.

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec de rendre obligatoire l'application, par les établissements scolaires, des recommandations issues d'évaluations professionnelles reconnues et d'encadrer le pouvoir discrétionnaire des directions d'école dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

**Elisabeth Prass
Députée de D'Arcy-McGee**

24 février 2026

Date de signature de l'extrait